Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 105° — Numero 253

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA ROMA - Mercoledì, 14 ottobre 1964 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI — TEL. 650-139 652-361
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO — LIBRERIA DELLO STATO — PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10, ROMA — CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
Annuo L. 17.030 - Semestrale L. 9.020 - Trimestrale L. 5.010 - Un fascicolo L. 75 - Fascicoli annate arretrate: il doppio

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
Annuo L. 13.530 - Semestrale L. 7.520 - Trimestrale L. 4.010 - Un fascicolo L. 65 - Fascicoli annate arretrate: il doppio

I PREZZI sono comprensivi d'imposta di bollo — Per l'ESTERO i prezzi sono il doppio di quelli indicati per l'interno
I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di provincia. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte II, si ricevono in Roma (Ufficio Inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero del Tesoro. Le agenzie di Milano, Napoli e Firenze possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 19 settembre 1964, n. 889.

Approvazione ed esecuzione del primo e secondo Protocollo di proroga dell'Accordo di Meyrin del 1° dicembre 1960, istitutivo di una Commissione preparatoria per la collaborazione europea nel campo delle ricerche spaziali, firmati a Parigi, rispettivamente, il 21 febbraio ed il 23 novembre 1962.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Sono approvati il primo ed il secondo Protocollo di proroga dell'Accordo di Meyrin del 1° dicembre 1960 istitutivo di una Commissione preparatoria per la collaborazione europea nel campo delle ricerche spaziali, firmati a Parigi, rispettivamente, il 21 febbraio ed il 23 novembre 1962.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data ai Protocolli indicati nell'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità, rispettivamente, degli articoli 5 e 3 dei Protocolli stessi.

Art. 3.

All'onere di lire 144.000.000 derivante dall'applicazione della presente legge si farà fronte mediante riduzione dello stanziamento del capitolo n. 562 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'esercizio 1962-63.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 19 settembre 1964

Per il Presidente della Repubblica

Il Presidente del Senato
MERZAGORA

MORO — SARAGAT — TAVIANI — PIERACCINI — COLOMBO — ANDREOTTI — GUI — MEDICI — MATTARELLA

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

Protocolli per la proroga dell'Accordo di Meyrin del 1° dicembre 1960 istitutivo di una Commissione preparatoria per lo studio della collaborazione europea nel campo delle ricerche spaziali.

PRIMO PROTOCOLLO

Prorogeant l'Accord instituant une Commission préparatoire pour l'étude des possibilités d'une collaboration européenne dans le domaine des recherches spatiales.

Les Gouvernements d'Autriche, de Belgique, de Danemark, d'Espagne, d'Italie, de Norvège, des Pays-Bas, de la République fédérale d'Allemagne, de la République française, du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de Suède et de Suisse,

Etant Parties à l'Accord ouvert à la signature à Meyrin le premier décembre 1960, instituant une Commission préparatoire pour l'étude des possibilités d'une coopération européenne dans le domaine des recherches spatiales (ci-après désigné sous le nom de « l'Accord »),

Desireux de prolonger la période de validité de l'Accord et d'arrêter des dispositions financières complémentaires en vue d'accomplir les travaux de ladite Commission et d'entreprendre de nouveaux travaux préparatoires relatifs à la collaboration européenne dans le domaine des recherches spatiales (voir note),

SONT CONVENUS des dispositions qui suivent:

Article 1.

La période de validité de l'Accord définie à l'article 13 dudit Accord est prorogée par le présent Protocole du vingt six février 1962 au vingt cinq février 1963, étant entendu qu'elle prendra fin en tout état de cause à la date de l'entrée en vigueur de la Convention prévue à l'article 4 (*b*) dudit Accord.

Article 2.

(*a*) La Commission préparatoire entreprendra, en plus de l'achèvement des tâches prévues par l'Accord, les études qui lui seront assignées par les Gouvernements parties au présent Protocole en vue de faciliter ultérieurement la mise en marche de l'Organisation mentionnée dans l'Accord.

(*b*) Afin de permettre à la Commission préparatoire de poursuivre ses travaux pendant la période d'application du présent Protocole, les Etats membres lui verseront, en plus des contributions prévues à l'Annexe à l'Accord, les sommes supplémentaires indiquées à l'Annexe au présent Protocole ou, dans le cas où la Convention entrerait en vigueur avant le vingt cinq février 1963 des sommes réduites en proportion de la durée abrégée de la période intérimaire.

(*c*) Tout solde provenant de la période antérieure au vingt six février 1962 sera reporté sur la période d'application du présent Protocole.

Article 3.

Les membres du personnel de la Commission préparatoire seront engagés sur la base de la compétence individuelle, compte tenu d'une répartition raisonable des postes parmi les ressortissants des Etats membres.

Article 4.

Le Gouvernement d'un Etat signataire du présent Protocole ne participera aux travaux de la Commission préparatoire pendant la période d'application du présent Protocole que s'il a rempli les obligations stipulées par l'article 8 de l'Accord, et satisfait aux obligations correspondantes, prévues à l'article 2 (*b*) du présent Protocole, conformément aux avis du Secrétaire exécutif relatifs aux montants et échéances des sommes à verser.

Article 5.

Le présent Protocole entrera en vigueur à la date de sa signature.

Article 6.

Nonobstant les dispositions de l'article 8 (*d*) de l'Accord, les fonds qui n'auront pas été dépensés ni engagés à la fin de la période d'application du présent Protocole, seront transférés à l'Organisation mentionnée par l'Accord.

Article 7.

Si un Gouvernement partie au présent Protocole ne signe pas la Convention portant création d'une Organisation européenne de recherches spatiales, il ne sera pas tenu de contribuer aux dépenses de la Commission après la clôture de la Conférence intergouvernementale prévue à l'article 4 de l'Accord.

Article 8.

Lors de l'entrée en vigueur de la Convention portant création d'une Organisation européenne de recherches spatiales, les Etats parties à cette Convention seront en droit de demander que les sommes qu'ils auront versées au titre de l'article 2 (*b*) du présent Protocole soient considérées comme représentant une partie de leurs contributions au titre de ladite Convention. Les Etats qui ne seraient pas parties à la Convention seraient en droit de demander le remboursement des sommes, dont il est fait mention à l'article 2 (*b*) du présent Protocole sous la dénomination « sommes supplémentaires » et qu'ils auraient versées à la Commission préparatoire.

En foi de quoi les représentants soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

Fait à Paris, ce vingt et unième jour de février 1962, en un exemplaire unique rédigé en langue anglaise et en langue française, les deux textes faisant également foi.

L'exemplaire unique sera déposé dans les archives du Gouvernement de la Confédération Suisse, qui remettra des copies certifiées conformes aux Gouvernements des Etats signataires et au Secrétaire exécutif de la Commission préparatoire.

Pour la République fédérale d'Allemagne:
Dr. H. Voigt

Pour le Royaume de Belgique:
Baron Jaspar

Pour l'Espagne:
Marquis de Nerva

Pour la République Italienne:
Manlio Brosio

Pour le Royaume des Pays-Bas:
Prof. Dr. H. C. van de Hulst

Pour le Royaume de Suède:
Prof. L. Hulthen

Pour la République d'Autriche:

Pour le Royaume du Danemark:
O. Obling

Pour la République Française:
J. de la Grandville

Pour le Royaume de Norvège:
Dr. O. Dahl

Pour le Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:
R. N. Quirk, C. B.

Pour la Confédération Suisse:
Prof. M. Golay
S. Campiche

ANNEXE

Les « sommes supplémentaires » mentionnées à l'article 2 (*b*) sont les suivantes:

	NF	Pourcentage du montant total
Autriche	107.800	1,96
Belgique	228.250	4,15
Danemark	113.850	2,07
Espagne	196.350	3,57
France	987.800	17,96
Italie	576.950	10,49
Norvège	86.900	1,58
Pays-Bas	218.900	3,98
République fédérale d'Allemagne	1.164.350	21,17
Royaume-Uni	1.375.000	25,00
Suède	266.750	4,85
Suisse	177.100	3,22
	5.500.000	100,00

SECONDO PROTOCOLLO

Prorogeant l'Accord instituant une Commission préparatoire pour l'étude des possibilités d'une collaboration européenne dans le domaine des recherches spatiales.

Les Gouvernements d'Autriche, de Belgique, de Danemark, d'Espagne, de la République Française, d'Italie, des Pays-Bas, de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de Suède et de Suisse,

Parties à l'Accord instituant une Commission préparatoire pour l'étude des possibilités d'une collaboration européenné dans le domaine des recherches spatiales (ci-après désigné sous le nom de « l'Accord »), ouvert à la signature à Meyrin le premier décembre 1960,

Et signataires du Protocole prorogeant l'Accord et ouvert à la signature à Paris le vingt et un février 1962 (ci-après désigné sous le nom de « premier Protocole »),

Desireux de proroger à nouveau la période de validité de l'Accord jusqu'à l'entrée en vigueur de la Convention portant création d'une Organisation européenne des recherches spatiales (ci-après désignée sous le nom de « la Convention »), ouverte à la signature à Paris le quatorze juin 1962,

Sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

A moins que la Convention n'entre en vigueur avant le vingt six février 1963, la période de validité de l'Accord est prorogée par le présent Protocole jusqu'à l'entrée en vigueur de la Convention, ou jusqu'au trente juin, 1963, si la Convention n'est pas entrée en vigueur avant cette date.

Article 2.

(*a*) Les dispositions des articles 2 (*a*), (3), (4), (6), (7) et (8) du premier Protocole continueront de s'appliquer durant la période pour laquelle la validité de l'Accord est prolongée par le présent Protocole.

(*b*) En vue de mettre la Commission préparatoire en mesure de poursuivre ses travaux pendant cette période,

les Etats membres de la Commission préparatoire verseront, en sus des contributions prévues aux Annexes de l'Accord et du premier Protocole, des contributions additionnelles comme il est indiqué à l'Annexe ci-joint, lesquelles, dans le cas où la Convention entrerait en vigueur avant le 30 juin 1963, seront réduites en fonction de la durée ainsi écourtée de ladite période.

(c) Tout solde existant à l'issue de la période antérieure au 26 février 1963 sera reporté sur la période couverte par le présent Protocole.

Article 3.

(a) Le présent Protocole entrera en vigueur dès qu'il aura été signé sans réserve ou approuvé par six Gouvernements dont les contributions, indiquées à l'Annexe du présent Protocole, formeront au moins 70 % du montant total.

(b) L'approbation du présent Protocole sera notifiée au Gouvernement de la Confédération Suisse, qui informera les Gouvernements signataires de chaque approbation et de la date de l'entrée en viguer du présent Protocole.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Paris, ce vingt-troisième jour de novembre 1962, en un exemplaire unique rédigé en langue anglaise et en langue française, les deux textes faisant également foi.

L'exemplaire unique sera déposé dans les archives du Gouvernement de la Confédération Suisse, qui remettra des copies certifiées conformes aux Gouvernements signataires et au Secrétaire exécutif de la Commission préparatoire.

Pour:

Autriche:

Dr. MARTIN FUCHS

Belgique:

BARON JASPAR

Espagne:

M. F. J. VALLAURE

Italie:

M. MANLIO BROSIO

U. K.:

M. R. N. QUIRK

Suisse:

SAMUEL CAMPICHE

Royaume du Danemark:

France:

M. JEAN DE LA CHEVARDIERE

Pays-Bas:

JONKHEER B. E. QUARLES VAN UFFORD

Suède:

Prof. LAMEK HULTHEN

Republique Fédérale d'Allemagne:

ANNEXE

Les contributions visées à l'article 2 (b) seront établies conformément à l'article 5 (d) de l'Accord de Meyrin mais n'excéderont pas les sommes ci-dessous:

	NF	Pourcentage du montant total
Autriche	111.100	2.02
Belgique	233.200	4.24
Danemark	116.050	2,11
Espagne	200.750	3.65
France	1.008.700	18.34
Italie	589.050	10,71
Pays-Bas	223.850	4,07
République fédérale d'Allemagne	1.189.100	21,62
Royaume-Uni	1.375.000	25,00
Suède	272.250	4.95
Suisse	180.950	3,29
	5.500.000	100.00

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

SARAGAT

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 25 luglio 1964, n. 890.

Approvazione dello statuto del Consorzio per il nucleo di industrializzazione di Olbia.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la legge 29 luglio 1957, n. 634, modificata ed integrata dalla legge 18 luglio 1959, n. 555;

Visto l'atto del notaio avv. Tomaso Bua di Tempio, del 20 dicembre 1963, n. 55680 del repertorio generale, con il quale è stato costituito il Consorzio per il nucleo di industrializzazione di Olbia, e ne è stato approvato lo statuto;

Vista la deliberazione dell'11 marzo 1964 del Comitato dei Ministri per il Mezzogiorno, con l'intervento del Ministro per l'interno;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri;

Decreta:

E' approvato lo statuto del Consorzio per il nucleo di industrializzazione di Olbia, ente di diritto pubblico a norma dell'art. 21 della legge 29 luglio 1957, n. 634, nel testo modificato dall'art. 8 della legge 18 luglio 1959, n. 555.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 25 luglio 1964

SEGNI

MORO

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

Registrato alla Corte dei conti, addì 8 *ottobre* 1964
Atti del Governo, registro n. 187, *foglio n.* 79. — VILLA

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Approvazione del nuovo testo dello statuto del Consorzio di bonifica di Mora-Livelli, con sede in Este (Padova)

Con decreto del Ministro per l'agricoltura e per le foreste n. 12985 in data 30 settembre 1964, è stato approvato, con modificazioni, ai sensi e per gli effetti dell'art. 60 del regio decreto 13 febbraio 1933, n. 215, il nuovo testo dello statuto del Consorzio di bonifica di Mora-Livelli, con sede in Este (Padova), deliberato dall'assemblea generale dei consorziati in data 5 luglio 1963.

(7789)

Approvazione del nuovo testo dello statuto del Consorzio di bonifica Cavariega, con sede in Este (Padova)

Con decreto del Ministro per l'agricoltura e per le foreste n. 12986, in data 30 settembre 1964, è stato approvato, con modificazioni, ai sensi e per gli effetti dell'art. 60 del regio decreto 13 febbraio 1933, n. 215, il nuovo testo dello statuto del Consorzio di bonifica di Cavariega, con sede in Este (Padova), deliberato dall'assemblea generale dei consorziati in data 5 luglio 1963.

(7790)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Approvazione dello statuto della Cassa di soccorso per il personale dipendente dalla Società Anonima Automobilistica Benese (S.A.A.B.), con sede in Cuneo.

Con decreto 23 settembre 1964 del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale di concerto con il Ministro per i trasporti, è stato approvato lo statuto della Cassa di soccorso per il personale addetto agli autoservizi di linea estraurbani in concessione alla Società Anonima Automobilistica Benese (S.A.A.B.), con sede in Cuneo.

(7768)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Variante al piano regolatore generale di Genova

Con decreto del Presidente della Repubblica, in data 15 luglio 1964, registrato alla Corte dei conti, addì 17 settembre 1964, registro n. 40 Lavori pubblici, foglio n. 366, è stata approvata la variante al piano regolatore generale di Genova, per la zona compresa tra via Colombo, via Fiume, via San Vincenzo e Palazzo Sauli.

Copia di tale decreto sarà depositata a libera visione del pubblico nella Segreteria del predetto Comune ai sensi dello art. 10, secondo comma, della legge 17 agosto 1962, n. 1150.

(7820)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 197

Corso dei cambi del 13 ottobre 1964 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	624,85	624,84	624,84	624,85	624,855	624,86	624,85	624,85	624,86	624,86
$ Can.	580,99	581,05	580,90	580,95	580,25	581,20	580,95	581,10	581,20	581,30
Fr. Sv.	144,70	144,75	144,75	144,7475	144,72	144,69	144,75	144,68	144,70	144,76
Kr. D.	90,19	90,20	90,22	90,205	90,25	90,18	90,21	90,20	90,18	90,18
Kr. N.	87,25	87,25	87,25	87,25	87,20	87,24	87,2475	87,22	87,24	87,24
Kr. Sv.	121,01	120,98	121,12	121,07	120,90	121,11	121,04	121,05	121,11	121,15
Fol.	173,46	173,50	173,57	173,565	173,60	173,45	173,57	173,45	173,49	173,50
Fr. B.	12,59	12,587	12,5890	12,5875	12,58	12,58	12,5875	12,58	12,58	12,585
Franco francese	127,52	127,52	127,53	127,5175	127,53	127,52	127,51625	127,50	127,52	127,52
Lst.	1739,28	1739,40	1739,70	1739,45	1739 —	1739,20	1739,375	1739,30	1739,40	1739,60
Dm. occ.	157,20	157,20	157,22	157,215	157,20	157,20	157,20	157,20	157,20	157,20
Scell. Austr.	24,19	24,19	24,19	24,1925	24,15	24,19	24,18875	24,20	24,19	24,195
Escudo Port.	21,68	21,68	21,68	21,685	21,80	21,60	21,6805	21,68	21,68	21,67

Media dei titoli del 13 ottobre 1964

Titolo	Media
Rendita 5 % 1935	104,15
Redimibile 3,50 % 1934	98,05
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	82,90
Id. 5 % (Ricostruzione)	95,25
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	93,85
Id. 5 % (Città di Trieste)	93,55
Id. 5 % (Beni Esteri)	92,70
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1965)	100,10
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1966)	99,80
Id. 5 % (» 1° gennaio 1968)	99,55
Id. 5 % (» 1° aprile 1969)	99,65
Id. 5 % (» 1° gennaio 1970)	99,70
Id. 5 % (» 1° gennaio 1971)	99,75
B. T. Poliennali 5 % (» 1° ottobre 1966)	99,50
Id. 5 % (» 1° ottobre 1973)	99,525

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 13 ottobre 1964

Valuta	Cambio
1 Dollaro USA	624,85
1 Dollaro canadese	580,95
1 Franco svizzero	144,749
1 Corona danese	90,207
1 Corona norvegese	87,249
1 Corona svedese	121,055
1 Fiorino olandese	173,567
1 Franco belga	12,587
1 Franco francese	127,517
1 Lira sterlina	1739,412
1 Marco germanico	157,207
1 Scellino austriaco	24,191
1 Escudo Port.	21,683

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ENTE AUTONOMO ESPOSIZIONE UNIVERSALE DI ROMA

Concorso per esami a due posti di vice ragioniere in prova nel ruolo del personale della carriera di concetto dell'Ente autonomo Esposizione universale di Roma.

IL COMMISSARIO

Vista la legge 26 dicembre 1936, n. 2174, modificata con regio decreto-legge 4 giugno 1938, n. 1033, e le relative norme di esecuzione contenute nel regio decreto 25 giugno 1937, n. 1022 e successive modificazioni;

Visto il regolamento per il personale dell'Ente, approvato dal Presidente del Consiglio dei Ministri di concerto con il Ministro per il tesoro con decreto in data 3 gennaio 1962;

Visto il testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, e le relative norme di esecuzione approvate con decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686;

Delibera:

Art. 1.

E' indetto un concorso per esami a due posti di vice ragioniere in prova (coefficiente 202) nel ruolo del personale della carriera di concetto dell'Ente autonomo Esposizione universale di Roma.

Art. 2.

Per l'ammissione al concorso è richiesto il possesso dei seguenti requisiti:

a) cittadinanza italiana;

b) età non inferiore ad anni 18 e non superiore ad anni 32, salvo i casi di elevazione prescritti dalle norme vigenti.

Si prescinde dall'indicato limite massimo di età nei confronti dei dipendenti dell'Ente e degli impiegati delle Amministrazioni dello Stato;

c) buona condotta;

d) idoneità fisica all'impiego;

e) diploma di ragioniere e perito commerciale, rilasciato dalla sezione commerciale di un istituto tecnico o corrispondente diploma conseguito a termini dei precedenti ordinamenti scolastici.

Ai sensi dell'art. 173 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, possono partecipare al concorso anche gli impiegati dell'Ente o delle Amministrazioni statali appartenenti al ruolo del personale della carriera di concetto che non siano in possesso del predetto titolo di studio, purchè rivestano qualifica non inferiore a quella di archivista o equiparata e siano muniti di diploma di istituto di istruzione secondaria di primo grado.

Art. 3.

Non possono essere ammessi al concorso coloro che siano esclusi dall'elettorato politico e coloro che siano stati destituiti o dispensati dall'impiego presso una pubblica Amministrazione ovvero siano stati dichiarati decaduti ai sensi dell'art. 127, lettera d), del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

I requisiti prescritti debbono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande di ammissione al concorso.

Art. 4.

Le domande di ammissione al concorso, indirizzate all'Ente autonomo Esposizione universale di Roma e redatte su carta da bollo da L. 200 in conformità all'unito schema esemplificativo (allegato n. 2) dovranno pervenire alla Segreteria generale dell'Ente entro il termine di giorni trenta decorrente dal giorno successivo a quello di pubblicazione della presente deliberazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Nelle domande gli aspiranti debbono dichiarare:

la data e il luogo di nascita nonchè, nel caso abbiano superato il 32° anno di età, il titolo che legittima la elevazione del limite massimo di età, e che consente di prescindere da tale limite;

il possesso della cittadinanza italiana;

il Comune nelle cui liste elettorali sono iscritti ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

le eventuali condanne penali riportate (anche se siano stati concessi amnistia, condono, indulto o perdono giudiziale);

il titolo di studio posseduto, con l'indicazione dell'anno di conseguimento e dell'Istituto presso il quale è stato conseguito;

la loro posizione nei riguardi degli obblighi militari;

gli eventuali servizi prestati come impiegati presso pubbliche Amministrazioni e le cause di risoluzione di precedenti rapporti di pubblico impiego.

Dalle domande dovranno risultare altresì:

il domicilio;

il recapito al quale si chiede che siano trasmesse le comunicazioni.

La firma da apporre in calce alla domanda deve essere autenticata da notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza.

Per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio presso il quale prestano servizio.

Art. 5.

I concorrenti che abbiano superato la prova orale e che intendano far valere titoli di precedenza o preferenza nella nomina, ai quali abbiano diritto in virtù delle norme vigenti debbono far pervenire alla Segreteria generale dell'Ente entro il termine di quindici giorni dalla data di ricevimento del relativo bando, i documenti, redatti nelle prescritte forme, che attestino il possesso di tali titoli.

Non saranno presi in considerazione i documenti che perverranno alla Segreteria generale dell'Ente oltre il detto termine di giorni quindici.

Art. 6.

I concorrenti dichiarati vincitori debbono far pervenire all'Ente autonomo E.U.R. - Segreteria generale, sotto pena di decadenza, entro il termine di venti giorni dal ricevimento dell'apposita comunicazione, i seguenti documenti redatti su carta bollata:

a) diploma originale o certificato sostitutivo, a tutti gli effetti, del diploma, ovvero copia di esso autenticata nei modi di cui all'art. 6 del decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678, attestante il possesso del titolo di studio prescritto dall'art. 2, lettera e);

b) estratto dell'atto di nascita (i concorrenti che abbiano superato i 32 anni di età debbono produrre, altresì, i documenti atti a comprovare il diritto alla protrazione del limite massimo di età ed alla esenzione dal rispetto del limite stesso);

c) certificato di cittadinanza italiana;

d) certificato attestante che il candidato è in godimento dei diritti politici ovvero che non è incorso in alcuna delle cause che, a termini delle vigenti disposizioni, ne impediscano il possesso;

e) certificato generale del casellario giudiziale;

f) documento aggiornato a data recente relativo agli obblighi militari e cioè, a seconda dei casi, copia o estratto dello stato di servizio militare o del foglio matricolare militare ovvero certificato di esito di leva o di iscrizione nelle liste di leva;

g) certificato rilasciato da un medico militare o dal medico provinciale o dall'ufficio sanitario del Comune di residenza, dal quale risulti che il candidato è fisicamente idoneo al servizio continuativo ed incondizionato nell'impiego al quale concorre; i candidati invalidi di guerra o assimilati e gli invalidi per servizio debbono produrre un certificato medico contenente, ai sensi dell'art. 6, n. 3, delle leggi 3 giugno 1950, n. 375 e 24 febbraio 1953, n. 142, la dichiarazione che l'aspirante, per la natura o il grado della sua invalidità o mutilazione, non può recare pregiudizio alla salute ed incolumità dei compagni di lavoro.

Nei suddetti certificati dovrà essere precisato che si è eseguito l'accertamento sierologico del sangue, ai sensi dell'art. 7 della legge 25 luglio 1956, n. 837. L'Amministrazione ha facoltà di sottoporre a visita medica di controllo i vincitori del concorso.

I candidati che siano dipendenti di ruolo dell'Ente o dello Stato sono tenuti a presentare, nel termine di cui al primo comma, a pena di decadenza, i soli documenti di cui alle lettere *a*) e *g*) nonchè una copia integrale dello stato matricolare in bollo, contenente l'indicazione dei giudizi complessivi riportati nell'ultimo triennio.

I concorrenti che si trovino alle armi per servizio di leva od in carriera continuativa e quelli in servizio di polizia, quali appartenenti al Corpo guardie di pubblica sicurezza, possono presentare, nel ripetuto termine di cui al primo comma, soltanto i seguenti documenti redatti su carta bollata:

1) titolo di studio;
2) estratto dell'atto di nascita;
3) certificato generale del casellario giudiziale;
4) certificato, rilasciato dal comandante del Corpo al quale appartengono, comprovante la loro buona condotta e la loro idoneità fisica a ricoprire il posto cui aspirano.

Art. 7.

I documenti di cui alle lettere *c*), *d*), *e*), *g*) del precedente articolo, come pure la copia dello stato matricolare, debbono essere di data non anteriore di oltre tre mesi a quella del ricevimento dell'invito a produrli.

I certificati di cui alle lettere *c*) e *d*) del precedente articolo dovranno, altresì, attestare che gli interessati erano in possesso della cittadinanza italiana e in godimento dei diritti politici anche alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande di ammissione al concorso.

Le firme apposte sui documenti che i candidati sono tenuti a presentare non sono soggetti a legalizzazione, all'infuori delle ipotesi previste dagli articoli 9, 10 e 11 del decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678.

Non sono ammessi riferimenti a documenti presentati per partecipare a concorsi indetti da questo Ente o da altri Enti pubblici o Amministrazioni dello Stato.

Tuttavia i profughi dai territori di confine hanno facoltà di fare riferimento a documenti già presentati ad altri uffici pubblici o ad atti ivi esistenti dai quali risultino le posizioni giuridiche e di fatto da comprovare: in tale caso essi dovranno indicare per tali documenti l'autorità che li ha rilasciati o gli uffici presso cui sono depositati.

I profughi anzidetti hanno, altresì, la facoltà di avvalersi di documenti diversi da quelli richiesti dalla presente deliberazione semprechè idonei a documentare le posizioni da attestare.

Art. 8.

Per lo svolgimento delle prove di esame e per gli adempimenti ad esso inerenti saranno osservate le disposizioni del testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, e le relative norme di esecuzione di cui al decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686.

Art. 9.

L'esame consterà di tre prove scritte ed una orale vertenti sulle materie di cui al programma annesso alla presente deliberazione (allegato 1).

Le prove scritte ed orali si svolgeranno in Roma presso la sede dell'Ente.

Con successivo provvedimento sarà fissato il diario delle prove scritte. Tale diario sarà comunicato ai candidati ammessi al concorso non meno di quindici giorni prima dell'inizio di dette prove scritte.

Ai candidati che conseguono l'ammissione alla prova orale ne sarà data comunicazione, con l'indicazione del voto riportato in ciascuna delle prove scritte, almeno venti giorni prima di quello in cui essi dovranno sostenere la prova stessa.

Alla prova orale saranno ammessi i candidati che abbiano riportato la votazione media di almeno sette decimi nelle prove scritte e non meno di sei decimi in ciascuna di esse.

La prova orale non si intenderà superata se il candidato non avrà riportato la votazione di almeno sei decimi.

La votazione complessiva risulterà dalla somma della media dei punti riportati nelle prove scritte e del punto riportato nella prova orale.

La graduatoria di merito sarà formata secondo l'ordine dei punti riportati nella votazione complessiva e quella dei vincitori con l'osservanza delle disposizioni in vigore che prevedono riserve di posti.

A parità di merito e di titoli si applicheranno le disposizioni di cui all'art. 5 del testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, e successive variazioni.

Saranno dichiarati vincitori del concorso i primi classificati in graduatoria in relazione al numero dei posti messi a concorso, tenuto conto delle disposizioni in vigore, che prevedono riserve di posti in favore di particolari categorie di cittadini.

La graduatoria dei vincitori del concorso e quella dei candidati dichiarati idonei saranno approvate con deliberazione del commissario dell'Ente da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale*.

Nel termine di dieci giorni dalla data di pubblicazione è ammesso, per questioni relative alla precedenza dei concorrenti, ricorso al commissario dell'Ente il quale decide, con provvedimento definitivo da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale*.

Art. 10.

Per essere ammessi a sostenere le prove di esame, i candidati dovranno essere muniti di uno dei seguenti documenti di riconoscimento, con esclusione di altri:

a) fotografia recente, applicata sul prescritto foglio di carta da bollo, con la firma autenticata dell'aspirante;
b) tessera postale;
c) porto d'armi;
d) patente automobilistica;
e) passaporto;
f) carta d'identità;
g) libretto ferroviario (tessera ferroviaria di nuovo tipo).

Art. 11.

La Commissione esaminatrice da nominarsi con successivo provvedimento sarà composta ai sensi dell'art. 3 del decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, e dell'art. 17 della legge 16 agosto 1962, n. 1291.

Art. 12.

I vincitori del concorso di cui alla presente deliberazione, che risulteranno in possesso di tutti i requisiti, saranno nominati in prova per il periodo di mesi sei, con diritto al trattamento economico della qualifica iniziale della carriera di concetto (coefficiente 202), oltre le quote di aggiunta di famiglia e le indennità accessorie eventualmente spettanti. Al termine del suddetto periodo di prova, il vincitore medesimo sarà nominato in ruolo, previo giudizio favorevole della Commissione per il personale.

In caso di giudizio sfavorevole il periodo di prova sarà prorogato di altri sei mesi, al termine dei quali, ove il giudizio sia ancora sfavorevole, sarà dichiarata con deliberazione commissariale la risoluzione del rapporto d'impiego, con diritto all'indennità prevista dall'art. 10, terzo comma, del testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Art. 13.

Al vincitore del concorso di cui al presente provvedimento proveniente da altri ruoli del personale dell'Ente o dello Stato, compete il trattamento economico previsto dall'art. 202 del testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Art. 14.

Ai vincitori sarà prefisso un termine per assumere servizio nell'ufficio cui sarà assegnato.

ALLEGATO N. 1

PROGRAMMA DELL'ESAME

PROVE SCRITTE

Parte prima:
Nozioni di diritto civile, commerciale ed amministrativo.

Parte seconda:
Principi di economia politica e di scienza delle finanze.

Parte terza:
1. Computisteria, ragioneria delle aziende pubbliche e private.
2. Nozioni sull'amministrazione del patrimonio e sulla contabilità dello Stato.

PROVA ORALE

1. Le materie delle prove scritte.
2. Nozioni di diritto costituzionale.
3. Nozioni elementari di statistica.

Il Commissario: TESTA

ALLEGATO N. 2

All'Ente autonomo Esposizione universale di Roma - Segreteria generale - Via della Civiltà del Lavoro, n. 23 — ROMA

Il sottoscritto . . . . nato a . . . . (provincia di . . . .); il . . . . e residente in . . . . provincia di . . . . via . . . . n. . . chiede di essere ammesso al concorso per esami a due posti di vice ragioniere in prova nel ruolo della carriera di concetto dell'Ente autonomo Esposizione universale di Roma.

Fa presente (1) di aver diritto all'aumento del limite massimo di età perchè . . . .

Dichiara sotto la propria responsabilità che:

1) è cittadino italiano;

2) è iscritto nelle liste elettorali del Comune di (2) . . .;

3) non ha riportato condanne penali (3) . . . .;

4) è in possesso del seguente titolo di studio . . . . . conseguito in data . . . . presso . . . .;

5) per quanto riguarda gli obblighi militari, la sua posizione è la seguente . . . .;

6) ha prestato i seguenti servizi presso pubbliche Amministrazioni . . . .;

7) non è stato destituito o dispensato dall'impiego presso una pubblica Amministrazione nè è stato dichiarato decaduto da altro impiego statale ai sensi dell'art. 127, lettera *d*) del testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Firma . . . . (4).

Data . . . .

Recapito cui indirizzare le eventuali comunicazioni . . . .

(1) Tale precisazione è richiesta solo ai candidati che abbiano superato il 32 anno di età.

(2) In caso di non iscrizione o di avvenuta cancellazione dalle liste elettorali, indicarne i motivi.

(3) In caso contrario indicare le eventuali condanne riportate (anche se siano stati concessi amnistia, indulto, condono o perdono giudiziale), la data del provvedimento e l'autorità giudiziale che lo ha emesso.

(4) La firma dell'aspirante deve essere autenticata da notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza. Per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio nel quale prestano servizio.

(7297)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Diario delle prove scritte di esame del concorso a sei posti di vice segretario contabile in prova nel ruolo centrale e periferico dei servizi contabili, carriera di concetto.

Le prove scritte del concorso a sei posti di vice segretario contabile nel ruolo centrale e periferico dei servizi contabili, carriera di concetto, riservato al personale impiegatizio non di ruolo del Ministero dell'agricoltura e delle foreste, indetto con il decreto ministeriale 15 febbraio 1964, avranno luogo in Roma, via Torino n. 45, nei giorni 12, 13 e 14 novembre 1964, con inizio alle ore 8,30.

(7963)

Diario delle prove scritte di esame del concorso a venti posti di vice esperto in prova nel ruolo tecnico centrale e periferico dell'agricoltura, carriera di concetto.

Le prove scritte del concorso a venti posti di vice esperto in prova nel ruolo tecnico centrale e periferico dell'agricoltura, carriera di concetto, riservato al personale impiegatizio non di ruolo del Ministero dell'agricoltura e delle foreste, indetto con il decreto ministeriale 18 marzo 1964, avranno luogo in Roma, via Torino n. 45, nei giorni 16, 17 e 18 novembre 1964, con inizio alle ore 8,30.

(7964)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI SONDRIO

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Sondrio.

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto del 20 gennaio 1964, n. 334/3, con il quale è stato bandito pubblico concorso a posti di ostetrica condotta vacanti in provincia di Sondrio;

Ritenuta la necessità di procedere alla nomina della Commissione giudicatrice del concorso stesso;

Viste le designazioni del Ministero della sanità, della prefettura di Sondrio, dell'Ordine dei medici e delle Amministrazioni comunali interessate;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso in questione, è costituita come appresso:

Presidente:

Ricci dott. Luigi, direttore di sezione in servizio presso la prefettura di Sondrio.

Componenti:

Piccolo dott. Giuseppe, consigliere di 1ª classe in servizio presso la prefettura di Sondrio;

Cocchini dott. Claudio, medico provinciale di 1ª classe in servizio presso il Ministero della sanità;

Confalonieri dott. prof. Corrado, primario ostetrico dell'Ospedale civile di Sondrio;

Migliori dott. prof. Giuseppe, primario ostetrico dell'Ospedale civile di Chiavenna;

Della Briotta Rina, ostetrica condotta.

Segretario:

Ceccotti dott. Sergio, consigliere di 3ª classe in servizio presso il Ministero della sanità.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà sede in Sondrio.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, all'albo di questo Ufficio, della prefettura di Sondrio e dei Comuni interessati.

Sondrio, addì 30 settembre 1964

Il medico provinciale: PANE

(7782)

UMBERTO PETTINARI, *direttore*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.